

Le budget—Mme Anderson

Or, celle-ci augmentera considérablement, et beaucoup d'entreprises de ma région ne pourraient certainement pas payer pour des services comptables supplémentaires. Il s'agit d'une très grave préoccupation pour les gens de cette région. Quand je parle d'une petite entreprise, j'entends une entreprise comptant parfois deux ou trois personnes et qui a besoin non seulement de ressources comptables supplémentaires, mais aussi d'une toute nouvelle formation dans ce domaine. Ce sera une procédure complexe. On ne sait pas encore au juste quels en seront les mécanismes, mais elle coûtera cher aux petites entreprises. Je puis garantir à la Chambre que cette question préoccupe vivement les petites entreprises à l'heure actuelle.

• (1610)

M. le vice-président: Nous reprenons le débat avec la députée de Simcoe-Centre.

Mme Edna Anderson (Simcoe-Centre): Monsieur le Président, c'est un grand honneur qui m'est donné de pouvoir prononcer mon premier discours à la Chambre, en tant que représentante de la circonscription de Simcoe-Centre. Je prends la parole aujourd'hui toute imprégnée d'histoire.

Il y a 72 ans, mon grand-père, l'honorable James Chaplin, député conservateur de Lincoln et ministre du Commerce du premier ministre Arthur Meighen, siégeait trois rangées plus bas et quatre fauteuils de ce côté et prononçait lui aussi son premier discours.

Aujourd'hui, au moment où j'entreprends une nouvelle carrière, ma retraite loin derrière moi, je repense à un conseil que me donnait mon grand-père lorsque j'étais enfant. Il me parlait du Canada. Il me parlait de construire un meilleur Canada. Il parlait de construire un meilleur Canada pour les prochaines générations, pour la génération de son arrière-petite-fille. Aujourd'hui, dans le même esprit, nous sommes ici pour tenter de démontrer comment nous percevons l'héritage que nous laissons à notre tour.

Dans le budget, il est question de laisser à nos petits-enfants une nation meilleure que celle que nous avons connue. Je suis nouvelle à la Chambre, mais j'ai vécu ma vie et j'ai élevé mes enfants dans une région où on tient pour acquis qu'il ne faut pas vivre au-dessus de ses moyens. Je le comprends. Mes électeurs le comprennent. Ils savent que nous ne pouvons pas continuer d'emprunter seulement pour payer les intérêts d'emprunts antérieurs. Un particulier devrait déclarer faillite s'il ne pouvait rembourser ses créanciers. Il n'aurait pas le choix.

En tant que nation, nous ne pourrions plus nous offrir de programmes sociaux pour prendre soin de notre popu-

lation. Nous ne pourrions plus concurrencer les autres nations de la planète. Nous ne pourrions plus décider comment nous voulons orienter notre nation. Les gouvernements devraient sans cesse augmenter le fardeau fiscal de tout le monde uniquement pour se maintenir à flot. Cet argent ne servirait pas à financer les programmes sociaux, ni à amoindrir les disparités régionales ou à défendre notre nation. Il servirait simplement à payer les intérêts sur notre dette et pas même le capital. Donc, les taxes augmenteraient inévitablement, comme les taux d'inflation et d'intérêt. Les programmes disparaîtraient les uns après les autres et tous nos revenus serviraient au paiement des intérêts.

Comme on le dit dans certains messages publicitaires à la télévision: «Vous pouvez payer maintenant ou plus tard.» Le problème, c'est que ce n'est pas nous, qui sommes ici aujourd'hui, qui paierons la note si nous attendons plus tard, ce sont nos enfants et nos petits-enfants.

Le gouvernement et le parti dont j'ai le privilège d'être membre le comprennent. Nous savons pourquoi nous sommes ici. Nous savons que notre responsabilité s'étend au-delà des prochaines élections ou du prochain congrès pour le choix d'un chef. Nous avons agi en conséquence.

La croissance de la dette publique qui était de 23,5 p. 100 par an, pendant la période de quatre ans qui s'est terminée en 1984-1985, a été ramenée à une moyenne annuelle de 12,7 p. 100 pendant la période de quatre ans qui vient de se terminer. En 1988-1989, la croissance de la dette ne sera plus que de 9,9 p. 100. C'est la première fois en quinze ans que la croissance de la dette aura été de moins de 10 p. 100. Si le ralentissement de la croissance de la dette publique est notre fin, notre moyen, c'est la réduction du déficit.

De 1984 à 1989, le déficit budgétaire a été ramené de 38 milliards de dollars à 29 milliards. Le déficit qui représentait 8,6 p. 100 du produit intérieur brut n'en représente plus que 4,8 p. 100. Grâce aux présentes mesures budgétaires et à la croissance soutenue de l'économie, le déficit sera ramené à 15 milliards de dollars en 1993-1994, ce qui est un sacré progrès.

En équilibrant soigneusement les augmentations de recettes et les réductions de dépenses, le ministre des Finances (M. Wilson) a proposé à la Chambre un plan global de redressement de la dette nationale. Le budget, qui ne s'inspire pas aveuglément des vieilles théories micro- ou macro-économiques, émane du souci d'épargner les générations futures—nos petits-enfants—de donner la possibilité de continuer à choisir. Le gouvernement sait tout au sujet de la manière de choisir; il sait quelles sont les bonnes décisions.